

## **URBANISME :**

Nous rappelons une nouvelle fois que toute modification de destination -une grange transformée en habitation, une façade modifiée, un agrandissement d'habitation, une construction de piscine ...- doit faire l'objet d'une demande. Avec le principe du Zéro artificialisation, toutes les constructions nouvelles seront de plus en plus difficiles à réaliser et des contrôles renforcés seront effectués. Nous renouvelons nos mises en garde sur toutes constructions sans autorisation. Depuis le début de l'année 2023 et l'adoption du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), chaque commune bénéficie d'une surface constructible maximum -0,8 / 1 ha ???- et au-delà de cette surface, aucun permis ne pourra être délivré. Il ne sera même plus possible de régulariser des constructions antérieures. Chacun doit en être conscient et se mettre en conformité pendant qu'il en est peut-être encore possible.

D'autre part, nous attirons votre attention sur vos demandes de documents – Déclaration Pré-alable, Permis de construire, demande de CU. Ces demandes ne vous sont pas facturées mais elles coûtent à la commune (200 euros pour un PC, 80 euros pour une DP et 50 euros pour un CU). Lorsque vous faites ces demandes et qu'elles vous sont accordées, utilisez-les ! De même lorsque des demandes de pièces complémentaires vous sont faites, si vous ne répondez pas dans les délais, le dossier est annulé mais il est facturé à la commune. C'est aussi cela le civisme ! Vous avez des droits mais également des devoirs ne serait-ce que vis à vis des services que vous sollicitez et du coût que cela implique. N'oubliez pas qu'au final ce sont les impôts payés par ceux qui en payent qui financent ces demandes. Le coût des instructions pour les différents documents d'urbanisme s'élève à 2900 euros pour l'année 2023.

## **PLUi :**

La décision n'est pas encore prise pour l'élaboration ou non d'un Plan Local d'Urbanisme inter-municipautaire. Quoiqu'il en soit, PLUi ou pas, cela ne permettra pas une augmentation des droits à construire au niveau de Sarrant mais il faudrait payer si un PLUi était lancée par la communauté de communes. Le coût estimé pour l'élaboration d'un tel document est de l'ordre de 800.000,00 euros.

## **ZAEnR : Zones d'accélération pour les énergies renouvelable :**

Il a été demandé aux différentes communes de définir des zones d'accélération pour les énergies renouvelables. Ceci n'était pas une obligation mais nous avons estimé qu'il était nécessaire de répondre à ce questionnaire car notre commune est engagée dans une réflexion sur ce sujet. Nous avons profité de cette possibilité pour vous interpeler et vous demander votre avis, remarques.... Nous pensions qu'à la suite des différentes réunions organisées -3 réunions à propos des projets photovoltaïques, une réunion avec l'association Energie Citoyenne Portes de Gascogne - nous aurions une participation de votre part plus importante. N'est-ce pas ce genre de consultation citoyenne qui est prônée par certains d'entre vous ? Finalement, nous avons eu 26 contributions.

Vous pouviez nous faire part de vos souhaits concernant le développement -ou non- et l'implantation - ou non- de projets d'énergies renouvelable (photovoltaïque, méthanisation, éolien, géothermie).

Il faut être honnête et relativiser ces principes de démocratie participative pour ce dossier comme pour les autres. Seules certaines personnes se mobilisent et elles ne représentent pas forcément l'opinion majoritaire ou l'intérêt général.